

DROIT PUBLIC DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Commenter l'arrêt ci-dessous reproduit :

T.A. Besançon, 13 avril 2011

Considérant que M. P., né en 1981, pratique le football au sein de l'ASM Belfort, qui évolue en championnat de football amateur (CFA); qu'il a fait l'objet le 29 septembre 2007 à l'occasion du match ASM Belfort-Red Star 93 FC d'un contrôle antidopage; que l'échantillon urinaire a été transmis au département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD); que les analyses réalisées ont montré la présence dans les urines de M. P. de benzoylcgonine, métabolite de la cocaïne, substance prohibée; que par lettre en date du 7 novembre 2007, le rapporteur dopage de la Fédération française de football (FFF) a informé le requérant des résultats de ces analyses, lui a proposé qu'une contre-analyse soit réalisée et lui a indiqué que la FFF engageait une procédure disciplinaire à son encontre; que M. P. a sollicité, le 12 novembre 2007, la réalisation d'une contre-analyse, qui a cependant confirmé les résultats initiaux; que, par une décision du 23 janvier 2008, la commission de contrôle dopage de la FFF a décidé de lui infliger la sanction de deux ans de suspension ferme; que M. P. a fait appel de cette décision devant la commission d'appel dopage de la FFF; que, par la décision attaquée du 29 avril 2008, la commission d'appel dopage de la FFF a décidé de confirmer la décision précitée;

Sur les conclusions aux fins d'annulation et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête:

Considérant qu'aux termes de l'article 39, annexe 4, règlement fédéral de lutte contre le dopage: «Lorsque l'organe disciplinaire constate que l'intéressé a méconnu les dispositions de l'article 3 alinéa 1^{er} et 2, deuxième tiret, du présent règlement, il prononce une suspension comprise entre deux et six ans [...]»; qu'aux termes de l'article 3 dudit règlement: «1. Il est interdit, au cours des compétitions et manifestations sportives, ou en vue d'y participer: - d'utiliser des substances et procédés de nature à modifier artificiellement les capacités ou à masquer l'emploi de substances ou procédés ayant cette propriété; - de recourir à ceux de ces substances ou procédés dont l'utilisation est soumise à des conditions restrictives lorsque ces conditions ne sont pas remplies. La liste des substances et procédés susmentionnés est publiée au Journal officiel [art. L. 232-9 C. sport] [...]»; qu'enfin aux termes de l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789: «La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée»;

Considérant que la sanction prévue par les dispositions précitées du règlement fédéral de lutte contre le dopage de la FFF revêt un caractère automatique dès lors que toute infraction en matière de dopage, volontaire ou non, doit faire l'objet d'une sanction au minimum égale à deux ans de suspension ferme, sans possibilité pour l'autorité disciplinaire d'adapter la sanction à la gravité du manquement reproché, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce; qu'une telle automaticité peut par ailleurs conduire, dans certaines hypothèses, et comme en l'espèce, à infliger une sanction non proportionnée aux faits reprochés; que, par suite, les dispositions précitées de l'article 39, en interdisant à l'autorité disciplinaire d'adapter, en tenant compte des circonstances propres à l'espèce, la répression à la gravité du manquement reproché, méconnaissent le principe de nécessité des peines énoncé par l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 ainsi que le principe d'individualisation des peines découlant du même article; que la sanction attaquée étant fondée sur un règlement illégal car contraire à un principe de valeur constitutionnelle, elle est elle-même illégale; qu'elle doit, par suite, être annulée;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. P. est fondé à demander l'annulation de la décision du 29 avril 2008 par laquelle la commission d'appel dopage de la Fédération française de football (FFF) a décidé de confirmer la décision de la commission de contrôle dopage en date du 23 janvier 2008 lui infligeant deux ans de suspension ferme;

[...]

Décide:

Article 1^{er}: La décision du 29 avril 2008 par laquelle la commission d'appel dopage de la Fédération française de football a décidé de confirmer la décision de la commission de contrôle dopage en date du 23 janvier 2008 infligeant à M. P. deux ans de suspension ferme est annulée.